

**ÉVOLUTION DU NOMBRE DE MÉNAGES AUX PROGRAMMES
D'AIDE FINANCIÈRE DE DERNIER RECOURS⁴
POUR LA RÉGION DES LAURENTIDES
DÉCEMBRE 2011**

LAURENTIDES	Nombre moyen de ménages	Variation annuelle	Taux de variation annuelle
1989	15 105		
1990	16 541	1 436	9,5 %
1991	18 982	2 441	14,8 %
1992	22 130	3 148	16,6 %
1993	24 466	2 336	10,6 %
1994	24 807	341	1,4 %
1995 ¹	25 401	594	2,4 %
1996 ¹	25 588	462	1,8 %
1997 ¹	24 719	-726	-2,8 %
1998	22 603	-2 116	-8,6 %
1999	20 933	-1 671	-7,4 %
2000	19 520	-1 412	-6,7 %
2001	18 611	-910	-4,7 %
2002	18 442	-169	-0,9 %
2003	18 152	-290	-1,6 %
2004 ³	17 653	-498	-2,7 %
2005 ³	17 208	-445	-2,5 %
2006 ³	17 183	-25	-0,1 %
2007 ³	17 403	220	1,3 %
2008 ³	17 229	-174	-1,0 %
2009 ³	17 733	504	2,9 %
2010 ³	18 305	572	3,2 %
2011 ^{2,3}	18 654	349	1,9 %
Entre 1989 et 1994		9 702	64,2 %
Entre 1994 et 2011 ²		-6 153	-24,8 %
		2009³	
1 ^{er} trimestre	17 687	200	1,1 %
2 ^e trimestre	17 698	413	2,4 %
3 ^e trimestre	17 700	697	4,1 %
4 ^e trimestre	17 846	706	4,1 %
Moyenne des trois derniers mois	17 846	706	4,1 %
Janvier au mois de référence	17 733	504	2,9 %
		2010³	
1 ^{er} trimestre	18 391	704	4,0 %
2 ^e trimestre	18 358	660	3,7 %
3 ^e trimestre	18 177	477	2,7 %
4 ^e trimestre	18 293	447	2,5 %
Moyenne des trois derniers mois	18 293	447	2,5 %
Janvier au mois de référence	18 305	572	3,2 %
		2011^{2,3}	
1 ^{er} trimestre	18 715	324	1,8 %
2 ^e trimestre	18 752	394	2,1 %
3 ^e trimestre	18 608	431	2,4 %
4 ^e trimestre ²	18 541	248	1,4 %
Moyenne des trois derniers mois ²	18 541	248	1,4 %
Janvier au mois de référence ²	18 654	349	1,9 %

1. Pour les années 1995 à 1997 et entre 1994 et 1999, la variation annuelle du nombre de ménages est ajustée pour tenir compte des changements survenus lors de la réfonte informatique.

2. Données estimées.

3. À compter de mars 2004, en raison de changements récents dans les modes de gestion des dossiers relatifs à la clientèle sous curatelle publique, ces derniers sont dorénavant regroupés dans la région "Central" (avec les prestataires hébergés).

4. Depuis le mois de janvier 2007, les programmes d'aide financière de dernier recours (Programme d'aide sociale et Programme de solidarité sociale) ont remplacé le programme d'assistance-emploi. Toutefois, cela n'affecte en rien le dénombrement du nombre global de ménages prestataires.